

le bulletin de liaison



L'ex CGT PSA Poissy s'affilie à SUD industrie : réaffirmer un syndicalisme de lutte et démocratique

Lors du congrès extraordinaire en date du 11 décembre 2022, l'ancien syndicat CGT de PSA Poissy a voté son affiliation à l'Union Fédérale SUD Industrie, en présence notamment des deux co-secrétaires nationaux et du co-secrétaire de SUD Industrie Francilien. Ce sont ainsi plus de 215 adhérent-e-s, réunis au sein du nouveau syndicat - **SUD Stellantis Poissy**, qui viennent étoffer notre Union Fédérale ; c'est aussi le renforcement de notre secteur automobile et de notre implantation dans le groupe Stellantis, après la représentativité obtenue sur plusieurs sites, dont dernièrement à Tremery (57) ou dans des filiales et sous-traitants (Credipar, etc.).

La « direction » de la Fédération CGT de la métallurgie a oublié les principes et la finalité de base du syndicalisme : **par et pour les travailleurs, afin de défendre leurs intérêts**. La CGT est en effet responsable de la situation, puisqu'elle a fait le choix de traîner en justice le syndicat CGT historique de PSA Poissy pour demander son exclusion. Les raisons ? Un syndicat, pas assez aligné, trop combatif, et qui lui échappe. La fédération CGT de la métallurgie, alliée pour la circonstance à la direction de Stellantis pensait pouvoir briser et isoler le syndicat en multipliant les sales coups ; grâce à la détermination et à la préservation du collectif, c'est tout l'inverse qui s'est produit ce jour avec le changement d'affiliation du syndicat et les nombreux soutiens exprimés y compris dans la CGT. Il s'agit, au-delà du symbole pour SUD Industrie, d'une mise en adéquation des va-



leurs et pratiques que nous portons en accueillant cette nouvelle équipe. Dans les secteurs industriels comme ailleurs, face aux attaques du patronat, des réorganisations et restructurations, de la précarité, des bas salaires, **seule la lutte et l'organisation des salariés sans hiérarchie syndicale sont les raisons qui aspirent à s'engager et gagner.**

Nous appelons toutes les équipes syndicales combattives du secteur, à s'unir pour travailler ensemble mais également si elles le veulent **à rejoindre l'Union Fédérale SUD Industrie pour faire vivre les principes démocratiques autour de valeurs communes avec une liberté d'action dans l'entreprise.**

Le rapport de force nécessaire pour les batailles d'aujourd'hui et de demain nécessitent de faire ces choix en réaffirmant avec force et vigueur que l'outil syndical appartient à celles et ceux qui luttent, loin des dérives organisationnelles et bureaucratiques qui vont à l'encontre du progrès social que nous voulons. **SUD Stellantis Poissy, dont le nouveau secrétaire, M. Farid Borsali, vient d'être élu avec l'ensemble du conseil syndical***, est désormais le seul syndicat combatif sur Poissy ; nous lui apportons pour les futures luttes tout notre soutien et continuerons d'oeuvrer au développement syndical à Stellantis et plus globalement dans le secteur automobile. L'Union Fédérale SUD Industrie sera toujours du côté des opprimé-e-s et des exploité-e-s et cette nouvelle page importante qui s'ouvre vient le rappeler.

Retraites : appel à la grève le 19 janvier 2023

Pour sauvegarder le système de répartition des retraites et gagner de nouveaux droits plus justes notamment pour le secteur privé (calcul sur les 10 meilleures années et non 25), il faut préparer la bataille. L'annonce par le gouvernement du report d'âge de départ à la retraite de 62 à 65 ans est la goutte d'eau qui fait déborder le vase de la colère. Le vrai problème des retraites, c'est que les profits générés par les actifs vont vers la spéculation et l'enrichissement de quelques multi-millionnaires (de l'argent il y en a : 80 milliards de dividendes pour le CAC 40, soit

1100 euros par habitant!). Il faudra des mobilisations larges, unitaires, sans que les bureaucraties syndicales réformistes dévoient nos luttes. **Le 19 janvier doit être approprié par les équipes syndicales.** C'est nous qui produisons, soignons, transportons : ne laissons pas le gouvernement et le patronat « diminuer » nos salaires en allongeant l'âge de départ à la retraite. Dès maintenant, ce sont les salaires qu'il faut augmenter (et donc les cotisations) et embaucher massivement. SUD industrie sortira un tract national et une note interne.



Contacts utiles nationaux

Union Fédérale SUD industrie

10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@sudindustrie.org

www.sudindustrie.org

Trésorerie

Laurent Volonté - Céline Verneau
Massimo d'Amato
06.29.62.43.33

tresorerie@sudindustrie.org

Vie interne - développement

Julien Gonthier (co-secrétaire)
06.30.55.33.56

gonthier@sudindustrie.org

Formation syndicale

Bernard Guillerey
Francis Fontana
06.30.71.78.22

formation@sudindustrie.org

Juridique

Mohamed Khenniche
Jérôme Lorton

juridique@sudindustrie.org

Laïcité & lutte contre les discriminations

Francky Poiriez (coordination)
06.50.00.91.72

laicite@sudindustrie.org

International

Sami Hamida

Marc Tzwangue (co-secrétaire)

international@sudindustrie.org

Boutique militante

Jérôme Massin

boutique@sudindustrie.org

Luttes

Florent Cariou
07.86.15.86.84

luttes@sudindustrie.org

CONTESTATIONS

Depuis quelques mois, plusieurs entreprises tentent à nouveau de contester des désignations de Représentant de Section Syndicale (RSS) effectuées par notre Union. Alors que la situation s'était relativement calmée, nous assistons de nouveau à une forte résistance des entreprises à la création de sections syndicales SUD Industrie. Bien entendu, les tribunaux judiciaires nous donnent raison et déboutent les entreprises, mais cette stratégie patronale nécessite pour y répondre de prendre le temps nécessaire. Si la plupart des contestations tentent de fouiller nos statuts et procédures internes sans arriver à les remettre en cause, plusieurs entreprises ont essayé également de remettre en cause le droit des Unions de désigner à la demande de syndicats « primaires ». Une stratégie qui ne rencontre heureusement pas d'écho favorable mais qui tente de remettre en cause les libertés syndicales.

FONCTION PUBLIQUE

Saluons tout d'abord les scores réalisés par les syndicats membres de Solidaires Fonction Publique aux dernières élections, malgré la baisse globale constatée. L'instauration du vote électronique - que nous connaissons bien dans le secteur privé et que nous combattons depuis plus d'une dizaine d'années - est un élément défavorable, tout comme la fusion des instances, effective elle aussi dans le secteur privé depuis 2019. Avec plus de 6,4% dans l'ensemble de la fonction publique de l'État, SUD-Solidaires reste une alternative dans le paysage, entre une FSU corporatiste et une CGT manquant la plupart du temps de distance vis à vis de l'État. La Défense des services publics et des secteurs industriels sont étroitement liés, car ces derniers sont dépendants. Fermer des services publics revient à fermer des Usines, et inversement : dans le privé, comme dans le public, syndiquons-nous !

Frais de transports : pour une prise en charge intégrale !

Les prix flambent, les aides aussi pour le patronat sans contrôle collectif, mais surtout les dividendes contrairement à nos salaires ou prestations diverses ! À l'image du CICE, nos impôts servent la plupart du temps aux directions d'entreprises à se goinfrer pour les plus hauts salaires et les actionnaires, sans garantie de préserver l'emploi ou d'augmenter les salaires.

L'augmentation du prix de l'énergie a bon dos : tout d'abord il s'agit de la responsabilité du gouvernement d'avoir voulu privatiser EDF avec des règles favorables à la « concurrence », sans parler du manque d'investissement dans le parc productif existant. En lieu et place vouloir faire baisser artificiellement le prix à la pompe de l'essence, ce sont les salaires qu'il faut augmenter à minima de l'inflation tout en bloquant les prix ces produits là. Comme en Espagne, il faut supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, l'Etat ne doit pas s'enrichir sur le dos des classes populaires et moyennes : il faut prendre l'argent là où il est, dans la poche du grand patronat. Argent issu de notre travail et de nos impôts !

Alors que l'essence est de plus en plus chère, l'électricité aussi, la région Ile-de-France n'a rien trouvé de mieux que d'augmenter le prix des abonnements des transports en commun malgré le réseau déjà saturé. Mais cette situation est la même dans toutes les régions avec le démantèlement des services publics ! Nos impôts continuent donc d'engraisser les capitalistes sans financer les services publics et sans permettre de sortir la tête de l'eau. C'est pour cette raison que les transports doivent être remboursés à 100% par les employeurs, qu'il s'agisse des transports en commun ou bien de la voiture, suivant les territoires et possibilités. Il y a urgence, et ce n'est pas difficile !

Congrès SUD industrie 26, 27 et 28 juin 2023 à Reims

Tous les trois ans, notre syndicat tient son congrès et le prochain aura lieu en 2023. Après un débat lors de notre dernier conseil, il a été décidé que les syndicats SUD industrie 51 et SUD industrie 08 seraient les organisateurs de notre congrès les 26, 27 et 28 juin 2023 à Reims. Les résolutions suivantes seront débattues : N°1 « *négociations collectives* » (Convention Collectives et Accords de Branches, leur modifications et ses conséquences, les différentes branches, la représentativité.), N°2 : « *Pôle et accompagnement juridique* » et N°3 : « *Communication* ». Outre le rapport d'activité du collectif d'animation (CASI) et de l'ensemble des syndicats - il s'agit du congrès de l'Union et non de la seule équipe d'animation nationale - plusieurs décisions interviendront : débats statutaires, renouvellement du CASI avec notamment la descente de charge de nos deux co-secrétaires. Plusieurs ateliers, co-animés, seront organisés : « *Egalité* », « *Accidents du travail* » et « *quelles productions ?* ». Le congrès sera également l'endroit idéal pour continuer de façonner notre projet syndical de lutte et de masse dans le secteurs industriels, en continuant de construire une organisation syndicale ancrée dans le réel et à l'inverse d'une ONG ou des stratégies de pseudo-recomposition qui n'intéressent pas grand monde si ce n'est les bureaucrates des confédérations. Vive la lutte !